

L'édito de Dov Alfon

Ces génocidaires rwandais cachés en France

Dov Alfon

Libération, 9 juin 2023

Comme Jean-Marie Vianney Nzapfakumunsi, dont nous avons pu suivre la trace depuis la ville rwandaise de Nyange, plus de 40 personnes ayant participé à l'extermination des Tutsis en 1994 coulent des jours paisibles dans l'Hexagone.

C'est un crime de guerre parmi tant d'autres dans un génocide méthodique et effroyable, mais qui a peut-être marqué les esprits davantage que les tueries qui lui ont succédé. *Libération* s'est rendu sur place plusieurs fois ces derniers mois pour enquêter sur l'identité des responsables du massacre de la paroisse de Nyange, les 15 et 16 avril 1994, au tout début du génocide. Les victimes sont plus de 2 000 Tutsis de la région, dans l'ouest du Rwanda, qui s'étaient barricadés dans l'église.

Le planificateur du massacre, car ce n'était pas une tuerie spontanée, a d'abord ordonné de couper l'eau à

ses futures victimes. Quelques jours plus tard, c'est lui qui va commander la démolition par bulldozer du bâtiment, ensevelissant ses occupants sous les ruines. Cet homme, d'après les procureurs des Nations unies, serait un ancien policier de la commune, Fulgence Kayishema. Le 24 mai, vingt-neuf ans après les faits, il a été arrêté en Afrique du Sud.

Nivelage des fosses communes

Mais les témoins se souviennent d'un deuxième génocidaire, l'homme qui a apporté et distribué les fusils avec lesquels les jeunes miliciens hutus allaient exécuter les survivants, la plupart blessés dans les décombres. Il a ensuite acheminé la liqueur du couvent pour récompenser les tueurs, puis a supervisé le nivelage des fosses communes avant de distribuer des

bières. Selon les témoignages que nous avons recueillis, il s'agirait de Jean-Marie Vianney Nzapfakumunsi, un lieutenant-colonel de gendarmerie locale.

Nous l'avons retrouvé en France, où il est arrivé en 1997 du Cameroun. Agé maintenant de 69 ans, il vit sous un autre nom dans l'Es-

sonne et a obtenu la nationalité française. Il nie toute implication et n'a jamais été inquiété. Ils seraient aujourd'hui plus de 40 génocidaires cachés en France, d'après l'ONU. Il serait peut-être temps pour les autorités françaises de les chercher plus activement, et de participer ainsi au devoir de mémoire collectif.